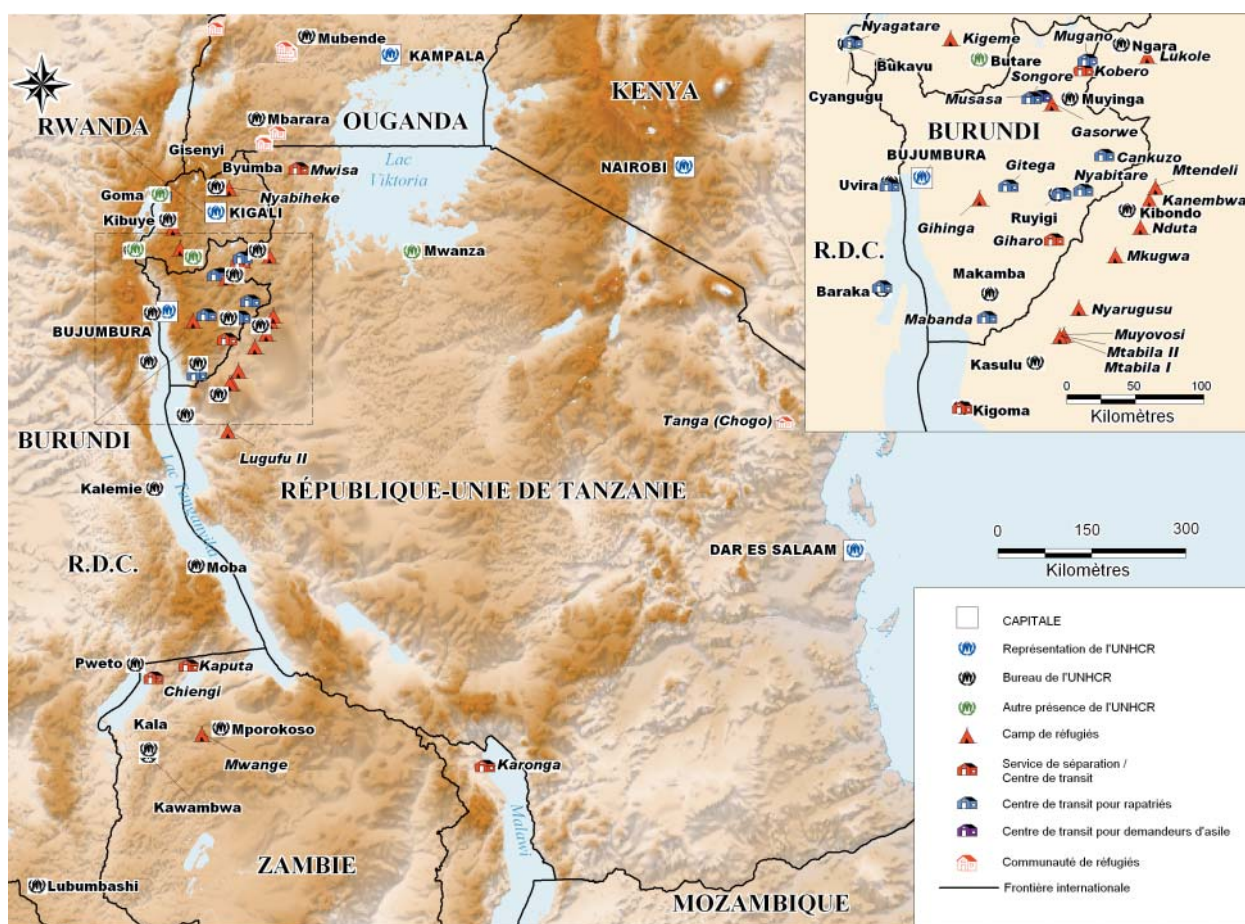


République-Unie de Tanzanie



Environnement opérationnel

Contexte

Bien qu'en diminution, la population réfugiée en République-Unie de Tanzanie (Tanzanie) n'en demeure pas moins la plus importante d'Afrique. Le pays accueille un peu plus de 683 000 réfugiés : 285 000 d'entre eux sont hébergés dans 12 camps où ils bénéficient de l'assistance de l'UNHCR et 198 000 autres vivent dans trois zones d'installation, où ils ont atteint un bon niveau d'autosuffisance. Selon les autorités, 200 000 autres réfugiés se sont installés spontanément dans des villages. Les conditions de sécurité sont globalement satisfaisantes en Tanzanie mais les problèmes d'ordre public et en particulier les actes de

banditisme sont fréquents dans les régions frontalières. Ce phénomène est généralement dû à la présence d'un grand nombre d'étrangers, notamment de réfugiés, dans le pays. De plus, les médias locaux ont tendance à insister sur les conséquences économiques et écologiques de la présence de réfugiés dans le pays.

Ayant accueilli des centaines de milliers de réfugiés sur son territoire pendant des décennies, la Tanzanie a hâte de clore ce long chapitre de son histoire et compte sur l'aide de la communauté internationale. Les pouvoirs publics ont récemment lancé une opération sur l'ensemble du territoire afin d'en expulser les immigrants clandestins. L'appui de la communauté internationale est indispensable, eu égard aux nombreuses difficultés que la Tanzanie doit surmonter pour assurer le développement national.

Chiffres prévisionnels

| Type de population | Origine | Janvier 2007 | | Décembre 2007 | |
|--------------------|-------------|--------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------------|
| | | Total dans le pays | Nb pers. assistées par l'UNHCR | Total dans le pays | Nb pers. assistées par l'UNHCR |
| Réfugiés | Burundi | 350 100 | 152 100 | 276 960 | 78 960 |
| | RDC | 128 170 | 128 170 | 84 800 | 84 800 |
| | Pays divers | 205 100 | 5 100 | 204 360 | 4 360 |
| Demandeurs d'asile | Pays divers | 80 | 80 | 50 | 50 |
| Total | | 683 450 | 285 450 | 566 170 | 168 170 |



Activités récréatives au camp de Lugufu. Nike a fait don de 40 000 ballons de football aux enfants réfugiés à travers le monde, dans le cadre de la campagne *Ninemillion.org. Right to Play* / A.-M. Bourgeoisie

La recherche de solutions durables en faveur des populations réfugiées en Tanzanie est étroitement liée à l'évolution de la situation au Burundi et en République démocratique du Congo (RDC). Au Burundi, la stabilisation croissante et l'organisation d'élections présidentielles démocratiques ont incité l'UNHCR à promouvoir activement les rapatriements, ce qui a conduit à une augmentation des retours au milieu de 2006. Malheureusement, le nombre total de rapatriements au cours de l'année est demeuré assez modeste, en raison de la sécheresse, de troubles politiques et de l'insuffisance des capacités de réintégration. L'on espère néanmoins que la plupart des réfugiés burundais hébergés dans les camps prendront le chemin du retour, d'autant que le Gouvernement burundais et le Front national de libération (FNL) ont récemment conclu un accord de paix.

De même, les évolutions observées en RDC suscitent un optimisme prudent. Plus de 90 pour cent des Congolais réfugiés en Tanzanie sont originaires du territoire de Fizi, dans la province du Sud-Kivu, où la sécurité a continué de s'améliorer en 2006. Toutefois, la province du Sud-Kivu n'est pas isolée : elle subit nécessairement le contrecoup des événements politiques qui se produisent dans les autres provinces et en particulier au Nord-Kivu. Le deuxième

tour des présidentielles et du scrutin destiné à élire les assemblées provinciales a été fixé à la fin du mois d'octobre, de sorte que la RDC traverse une période encore délicate.

Besoins

Le programme de l'UNHCR pour l'année 2007 en Tanzanie a été élaboré en partenariat avec le Gouvernement tanzanien, des donateurs, des partenaires opérationnels et des partenaires d'exécution. Il est fondé sur les besoins, les problèmes de protection et les priorités indiqués par des réfugiés d'âge, de sexe et de milieu différent, lors d'évaluations participatives.

La plupart des réfugiés se sont plaints d'être obligés d'enfreindre la loi. Contraints de sortir des camps pour se procurer des revenus, puisqu'ils ne disposent ni de terres ni d'autres moyens de subsistance, ils sont de ce fait exposés à des tentatives d'exploitation, à des arrestations arbitraires, à des viols et à des agressions. Des inquiétudes ont été soulevées concernant les enfants et les adolescents et en particulier les filles quant à l'inadéquation de leurs vêtements et de leurs matériels scolaires, et de leur incapacité à s'acquitter des frais de scolarité. Ces problèmes les forcent à abandonner

leurs études. Ces les mettent en situation d'échec scolaire et les poussent à se prostituer, ainsi qu'à se faire exploiter.

Les réfugiés ont également attiré l'attention sur le problème des mineurs non accompagnés, que les familles d'accueil abandonnent dans les camps avant de regagner leur pays. Les femmes ont reconnu qu'elles craignaient les agressions sexuelles lorsqu'elles allaient chercher du bois, notamment parce qu'elles sont obligées de s'éloigner de plus en plus des camps, les réserves situées à proximité ayant été épuisées.

Total des besoins : 24 357 957 dollars E.-U.
(Ce montant concerne exclusivement le programme annuel. Les besoins financiers pour le programme supplémentaire sont en cours de finalisation.)

Objectifs principaux

En 2007, le programme de l'UNHCR en Tanzanie sera composé d'un programme annuel, portant sur les besoins des réfugiés logés dans des camps, sur le soutien aux zones d'accueil des réfugiés et sur le rapatriement des réfugiés burundais, ainsi que d'un programme supplémentaire pour le rapatriement des réfugiés originaires de la RDC.

Objectifs globaux

- Promouvoir le rapatriement librement consenti des réfugiés burundais et organiser leur retour dans la sécurité et la dignité.
- Rechercher d'autres solutions durables pour les réfugiés qui ne veulent ou ne peuvent pas regagner leur pays.

- Octroyer une protection, ainsi que des services et une assistance humanitaire de base aux réfugiés, en respectant les normes internationales.
- Accroître la sécurité physique des réfugiés et en particulier, prévenir et prendre en charge la violence sexuelle et sexiste.
- Assurer la prise en compte des réfugiés dans les programmes nationaux de prévention et de prise en charge du VIH/SIDA et du paludisme, et favoriser l'accès des réfugiés aux traitements.
- Apporter un soutien aux régions et aux villages qui accueillent des réfugiés afin de garantir une coexistence harmonieuse entre réfugiés et les populations qui leur offrent l'hospitalité.

Objectif du programme supplémentaire

- Faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés congolais (RDC) dans la dignité et dans la sécurité.

Stratégie et activités

L'UNHCR fera clairement comprendre aux Burundais que les conditions dans la plupart des régions sont propices à un rapatriement dans la sécurité. Grâce à des visites de repérage, à des bulletins d'information et à des émissions de radio, les réfugiés burundais et congolais seront en mesure de prendre une décision en toute connaissance de cause quant à leur retour. Les candidats au rapatriement seront enregistrés et transportés jusque dans leur pays d'origine. Un dépistage des problèmes médicaux et de vulnérabilité sera assuré avant le départ, afin d'identifier les réfugiés qui

Cibles prioritaires pour 2007

Programme annuel

- Au moins 75 000 réfugiés burundais regagnent leur pays.
- Les dossiers de 1500 réfugiés au moins sont transmis dans le cadre de procédures de réinstallation individuelles, les dossiers de 13 000 réfugiés sont traités dans le cadre de procédures de réinstallation en groupe et 500 réfugiés somaliens acquièrent la nationalité tanzanienne.
- Aucun cas de refoulement n'est signalé et tous les réfugiés bénéficient d'un traitement conforme aux normes de protection internationales.
- Tous les réfugiés sont recensés et reçoivent les documents indispensables.
- Le taux de mortalité brut et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans demeurent respectivement inférieurs à 0,5 pour mille par mois et à 1 pour mille par mois.
- Le taux de scolarisation des enfants (et en particulier des filles) est supérieur à 95 pour cent et le taux d'abandon inférieur à 5 pour cent.

- Les actes signalés de violence à l'encontre des réfugiés et en particulier les actes de violence sexuelle et sexiste diminuent d'au moins 10 pour cent ; le caractère civil et humanitaire des camps est préservé.
- Tous les réfugiés ont accès à des thérapies contre le paludisme et le VIH/SIDA, conformément aux protocoles nationaux.
- Les régions et les villages qui accueillent des réfugiés bénéficient d'un appui important de la part de l'UNHCR et d'autres partenaires ; l'impact de la présence des réfugiés sur les ressources naturelles est atténué.

Programme supplémentaire

- Au moins 48 000 réfugiés congolais regagnent la RDC de leur plein gré.
- Tous les candidats au rapatriement sont enregistrés et leur retour est organisé dans un délai de trois semaines après l'enregistrement.

ont besoin de soins particuliers et d'une aide spéciale au rapatriement. L'UNHCR s'attachera à déterminer l'intérêt supérieur des enfants lorsque les parents ont des vues divergentes sur le rapatriement, ainsi que celui des enfants séparés de leurs parents et des mineurs non accompagnés.

Le Haut Commissariat recensera les réfugiés dont les besoins de protection ne peuvent être satisfaits que par une réinstallation et transmettra leurs dossiers. Il continuera également à aider les réfugiés somaliens dans leurs démarches pour obtenir la nationalité tanzanienne.

L'UNHCR continuera à renforcer le cadre national de protection en assurant des programmes de formation approfondis auprès des fonctionnaires et en dispensant un appui administratif et technique aux institutions gouvernementales. Il sensibilisera en outre la société civile à la problématique de la protection des réfugiés, en vue de créer un solide réseau de défense de la cause et un environnement plus favorable.

Afin d'améliorer la sécurité des réfugiés, de prévenir la violence sexuelle ou sexiste et d'y remédier, l'Organisation analysera régulièrement les incidents de cette nature et s'efforcera d'en traiter les causes premières. Elle continuera d'appuyer un accès équitable aux vivres, aux articles non alimentaires et aux services dans les camps. L'UNHCR encouragera la participation des femmes aux processus décisionnels et à la prestation de services et tentera en particulier d'accroître le nombre d'enseignantes, ainsi que d'agents de police et d'auxiliaires de santé de sexe féminin. Le Haut Commissariat aidera les victimes de violences sexuelles à demander réparation en justice et entend promouvoir une politique de « tolérance zéro » à cet égard auprès du personnel humanitaire et des agents chargés de la sécurité.

L'UNHCR assurera l'accès aux soins de base, y compris la surveillance de la croissance des enfants, l'alimentation d'appoint, l'alimentation thérapeutique, les soins prénatals. Au titre des activités clés entreprises pour lutter contre le VIH/SIDA, citons l'organisation de campagnes de sensibilisation et d'éducation par les pairs, ainsi que l'appui au dépistage anonyme et gratuit et à la prévention de la transmission de la mère à l'enfant. Avec le concours de ses partenaires et au titre des programmes nationaux, le Haut Commissariat veillera à ce que les personnes séropositives, les personnes atteintes du SIDA et les patients souffrant de paludisme aient accès à des traitements et contribuera à l'amélioration des capacités de diagnostic et d'analyse en organisant des formations et en fournissant des équipements.

L'éducation dans le primaire sera encouragée par la sensibilisation des parents et des enfants, ainsi que par la formation d'enseignants ; dans le même temps, l'UNHCR s'efforcera de réduire le nombre d'élèves par classe et par enseignant. Afin de favoriser l'assiduité des filles, l'UNHCR distribuera des uniformes.

Dans le cadre du programme destiné aux communautés d'accueil, les districts bénéficieront d'une aide pour préserver leurs ressources naturelles et pour promouvoir la protection de l'environnement. L'UNHCR accroîtra son appui aux structures locales d'enseignement et de santé, ainsi qu'à la réhabilitation des routes et des réseaux de distribution des eaux. La population autochtone aura, comme précédemment, accès aux services de santé disponibles dans les camps.

Contraintes

Les réfugiés logés dans les camps n'ont pas le droit de travailler et n'ont aucune liberté de mouvement. En raison de ces restrictions, ils ne peuvent subvenir à leurs besoins essentiels sans l'aide de l'UNHCR et de ses partenaires. Toute réduction de l'aide disponible, notamment de l'aide alimentaire, accroît les risques de violence sexuelle, de recours au « sexe de survie » et d'exploitation des enfants, sapant ainsi les efforts que l'UNHCR déploie pour assurer la protection des réfugiés. En ce qui concerne les réfugiés burundais, ceux-ci ont été nombreux à indiquer qu'ils ne souhaitent pas rentrer, de peur d'être soupçonnés d'être des partisans du FNL et de ce fait victimes de représailles.

Organisation et mise en œuvre

Présence de l'UNHCR

| | |
|-------------------------------|------------|
| Nombre de bureaux | 6 |
| Effectif total | 193 |
| Fonctionnaires internationaux | 29 |
| Collaborateurs nationaux | 141 |
| VNU | 11 |
| JEA | 7 |
| Agents déployés | 5 |

Coordination

La délégation de l'UNHCR en Tanzanie entretient des rapports d'étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur, les autorités régionales et de district, le Commissariat aux prisons et plusieurs ONG nationales et internationales. L'UNHCR coordonne ses activités avec des institutions sœurs du système des Nations Unies et bénéficie de leur appui. Ainsi, l'UNHCR collabore avec le PAM pour fournir des rations alimentaires à tous les réfugiés des camps et avec l'UNICEF pour appuyer l'éducation et la prévention de la transmission du HIV de la mère à l'enfant.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux : ministère de l'Intérieur.

ONG : *Care International*, Comité international de secours, *Concern Worldwide*, *National Organization for Legal Assistance*, *Norwegian People's Aid*, *Relief to Development Society*, Service jésuite des réfugiés, Société tanzanienne de la Croix-Rouge, *Southern Africa Extension Education Unit*, *Southern Africa Human Rights NGOs Network*, *Tanganyika Christian Refugee Services*, *Tanzania Water and Environmental Sanitation*, Vision mondiale Tanzanie.

Autres : *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)*.

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux : Commissariat aux prisons.

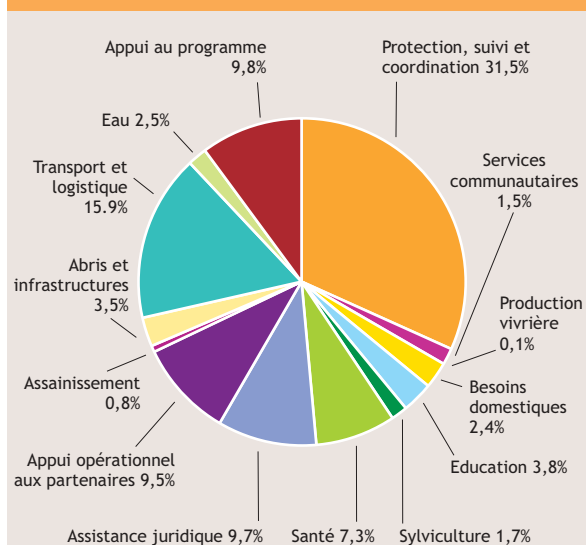
ONG : *Right to Play*, *FilmAid*

Autres : CICR, FAO, FNUAP, OIM, OMS, ONUDI, PAM, PNUD, UNESCO, UNICEF.

Budget (dollars E.-U.)

| Activités et services | Budget-programme annuel | |
|--------------------------------------|-------------------------|-------------------|
| | 2006 | 2007 |
| Protection, suivi et coordination | 8 830 357 | 7 935 328 |
| Abris et infrastructures | 984 220 | 539 900 |
| Appui opérationnel (aux partenaires) | 2 672 144 | 1 581 331 |
| Assainissement | 225 306 | 192 000 |
| Assistance juridique | 2 702 524 | 1 761 641 |
| Besoins domestiques | 664 650 | 612 000 |
| Eau | 702 061 | 575 100 |
| Education | 1 055 069 | 906 368 |
| Production vivrière | 20 704 | 0 |
| Santé | 2 041 847 | 2 496 900 |
| Services communautaires | 416 073 | 382 500 |
| Sylviculture | 481 381 | 260 400 |
| Transport et logistique | 4 454 020 | 4 445 480 |
| Vivres | 0 | 16 380 |
| Total des opérations | 25 250 356 | 21 705 328 |
| Appui au programme | 2 748 363 | 2 652 629 |
| Total | 27 998 719 | 24 357 957 |

Budget-programme annuel par secteur en 2006



Budget-programme annuel par secteur en 2007

